

Date : 29/09/12

## Budget 2013 : quelle note mettez-vous à François Hollande ?



Basé sur une prévision de croissance de 0,8%, le budget pour 2013 ambitionne de ramener le déficit public de 4,5 à 3% du PIB à la fin de l'année prochaine. Ce qui exige un effort de 30 milliards d'euros. Le gouvernement prévoit de parvenir à cet objectif grâce à 10 milliards d'économies et 20 milliards de hausses d'impôts (10 sur les ménages et 10 sur les entreprises). Le taux de prélèvements obligatoires devrait ainsi grimper de 45 à 46,2% du PIB fin 2013. (AFP)

Le gouvernement a fait connaître vendredi 28 septembre son projet de loi de finances pour 2013. Un budget comprenant un effort de plus de 30 milliards d'euros, pour atteindre l'objectif de réduction des déficits publics à 3% du PIB à la fin de l'année prochaine. Mais les arbitrages du gouvernement ne sont pas du goût de tous les économistes... A moins qu'ils notent sévère.

Patrick Artus, chef économiste chez Natixis

Note : 0/10

## Évaluation du site

Cette section du portail du site Internet du Nouvel Observateur diffuse de très nombreux articles, dossiers, brèves et interviews concernant l'actualité générale française et mondiale.

**Cible**  
Grand Public

**Dynamisme\*** : 622

\* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

"Ce budget est dramatique. C'est grave. Deux aspects me choquent profondément. D'abord, le gouvernement fait fi de tous les travaux universitaires qui montrent que pour réduire un déficit sans grever la croissance, il ne faut surtout pas augmenter les impôts. Il faut réduire la dépense. Les études sur le sujet sont unanimes et cohérentes. En augmentant les impôts, on risque de provoquer une contraction de la croissance supérieure à la baisse de déficit. Second problème : l'incohérence interne des mesures. Par exemple, le gouvernement décourage l'endettement des entreprises en limitant la possibilité pour elles de déduire les intérêts d'emprunt de leur bénéfice imposable. Elles sont donc incitées à se financer en augmentant leurs fonds propres, en émettant des actions. Problème : dans le même budget, le gouvernement taxe davantage les placements en actions. Donc aucun ménage n'est incité à en acheter. Comment vont faire les entreprises ? Le risque, c'est un fort recul de l'investissement. Et je pourrais ajouter un troisième problème. Dans sa loi de programmation des finances publiques, le gouvernement prévoit une croissance de 2% en 2014. Or les économistes estiment que la croissance potentielle de la France n'est que de 1%. C'est donc irréaliste."

Philippe Crevel, conseiller de la direction de l'assurance **Generali**

Note : 4,5 /10

"Voilà un budget d'entre deux eaux. Le passage d'un déficit public de 4,5 à 3 % constitue un véritable défi auquel le gouvernement semble répondre avec sincérité. En revanche, je regrette que les efforts n'aient pas d'avantage porté sur les dépenses. D'autant plus que les expériences étrangères nous ont montré que les plans fiscaux sont plus pénalisants à long terme pour l'économie que les réductions de dépenses. L'autre point faible de ce premier budget du quinquennat de François Hollande est sa timidité en matière d'aide à l'investissement, à l'innovation et à la recherche. Le rétablissement des comptes publics et l'amélioration de la situation de l'emploi passent par un choc d'offre afin de densifier un tissu économique anémié. Les épargnants de long terme sont les principaux contributeurs fiscaux au moment même où les entreprises manquent de fonds propres. Le Livret A et le Livret de développement durable ne pourront pas subvenir à tous les besoins de financement des entreprises."

Stéphane Déo, responsable de la recherche économique européenne d'UBS

Note : 4/10

"Je ne mets pas la moyenne parce que le gouvernement ne fait que des hausses d'impôts. Dans les documents de présentation du budget 2013, il est indiqué que les dépenses publiques atteignent 56,3% du produit intérieur brut (la richesse produite) en 2012, et ce chiffre est stable dans les prévisions 2013. Cela signifie qu'il n'y a pas vraiment d'économie sur les dépenses. En revanche le taux de prélèvements obligatoires passe de 44,9% à 46,3% du PIB. La France est le seul pays d'Europe à faire reposer tout le redressement des comptes sur l'impôt et à faire autant de prélèvements fiscaux. Cela changera-t-il à partir de 2014 ? Dans les prévisions du gouvernement, les prélèvements obligatoires se stabilisent jusqu'en 2017 et ce sont les dépenses publiques qui baissent petit à petit. C'est bien, mais peut-on les croire ? Je note que

dans la loi de finances initiale pour 2012, 30.401 suppressions d'emplois étaient prévues. La loi de finances rectificative en a créé 6.778, mais le solde reste négatif, autour de 24.000 emplois supprimés. Ce n'est plus vraiment le cas en 2013 où seuls 1.287 départs sont prévus."

Christophe Blot, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

Note : 3/10

"La demande mondiale ne tirera pas la croissance française. Sans surprise, le budget 2013 annoncé par le gouvernement est un budget de rigueur qui confirme le souhait du président de réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB. Les économistes estiment généralement que les épisodes de contraction budgétaire réduisent la croissance. La consolidation qui sera votée par le Parlement n'échappera pas à cette règle. Comme l'activité est déjà moribonde depuis le début de l'année, le seul espoir est que notre croissance soit tirée par le reste du monde. C'est l'hypothèse qui est faite par le gouvernement. Cependant, la France n'est pas le seul pays à vouloir réduire son déficit budgétaire. L'Espagne vient par exemple d'annoncer son quatrième plan d'économies budgétaires. En fait, c'est l'ensemble de la zone euro qui poursuit une stratégie de consolidation. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'activité devrait ralentir dans toute l'Europe. Elle a d'ailleurs de fait déjà ralenti. La croissance mondiale ne pourra donc pas tirer la croissance française en 2013 et le gouvernement ne peut pas faire comme s'il agissait de façon isolée. Il est donc probable qu'aucun objectif ne sera atteint en 2013. La croissance sera probablement inférieure à 0,8 %. Le chômage continuera sa progression et le déficit budgétaire n'atteindra pas 3%, dans la mesure où la baisse de l'activité réduira les recettes et augmentera les dépenses."

Nicolas Bouzou, fondateur d'Asterès, société d'analyse économique

Note : 3/10

"Les économistes disposent d'un recul historique suffisant pour savoir à quelles conditions un épisode de consolidation budgétaire peut réussir, c'est-à-dire préserver voire renforcer la croissance économique. Premièrement, il faut privilégier la baisse de la dépense à la hausse des prélèvements obligatoires, surtout si, comme dans le cas de la France, le niveau des dépenses et des impôts est élevé. Deuxièmement, pour réduire durablement les dépenses, il faut préférer les réformes de structure aux coupes claires. Troisièmement, il faut une monnaie faible pour regagner en exportations ce que l'on perd à court terme en demande intérieure. Aucune de ces conditions n'est réunie. Je suis donc très inquiet quant à notre capacité à atteindre les 3% de déficit l'année prochaine."

Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE

4/10

Un budget pour une récession. 1,8% du PIB de restriction budgétaire, c'est le projet du gouvernement. Une partie (un tiers) amputera le revenu des contribuables du dernier décile, les plus riches mais des consommateurs quand même. Il est en partie dirigé vers les entreprises, mais l'incidence fiscale se reportera en partie sur les salariés et les consommateurs et le dernier tiers est pour la dépense et là aussi l'effet sera fort sur la conjoncture. Si la restriction à tout va était la solution à la réduction de la dette, l'équilibre politique de cet édifice serait admirable. Mais parce que nous sommes en plein dans la crise, ce budget va nous enfermer une récession qui n'en finit pas. Tant que le chômage sera élevé, tant que les surcapacités domineront, tant que les bilans des entreprises ne seront pas rétablis, les multiplicateurs de dépenses comme de recettes seront élevés et la restriction budgétaire prolongera le marasme. Bref, hors sujet !

Propos recueillis par Sophie Fay et Donald Hebert - Le Nouvel Observateur